



Distr: LIMITÉE

E/ECA/TCD/CCII/95-98
14 mars 1995

Français
Original: Anglais

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT DE LA
VINGTIÈME RÉUNION DU COMITÉ DE COORDINATION
INTER-INSTITUTIONS (CCII) D'UNTACDA II

Addis Ababa (Ethiopie)
13 et 14 mars 1995

DIVISION DES TRANSPORTS, DES COMMUNICATIONS ET DU TOURISME

A. ORGANISATION

1. La vingtième réunion du Comité de coordination interinstitutions sur UNTACDA II s'est tenue à Addis-Abéba, au siège de la Commission économique pour l'Afrique, les 13 et 14 mars 1995.

B. PARTICIPATION

2. Ont pris part à la réunion, les représentants des agences des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales africaines ci-après : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Union internationale des télécommunications (UIT), Union postale universelle (UPU), Organisation de l'unité africaine (OUA), Banque africaine de développement (BAD), Groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP), Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA), Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Secrétariat permanent de l'autorité de coordination du transport de transit du Corridor Nord (TTCA), African Advanced Level Telecommunication Institute (AFRALTI), Banque mondiale et Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC).

C. OUVERTURE DE LA REUNION

3. La vingtième réunion du CCII a été ouverte par M. M. Bongoy, Chef de la Division des transports, des communications et du tourisme, qui a lu le message de M. D. Sarr, Secrétaire exécutif par intérim de la Commission économique pour l'Afrique, en voyage. Dans sa déclaration, il a d'abord indiqué qu'il était convaincu que toutes les organisations membres du CCII redoubleraient d'efforts pour exécuter le programme de la Décennie.

4. Il a souligné que depuis la dernière réunion du CCII, plusieurs événements s'étaient produits, l'un des plus importants ayant été la réalisation de la première évaluation à mi-parcours du programme de UNTACDA II. Il a indiqué que cet exercice avait pour objectif d'évaluer la cohésion de l'ensemble du programme, ses objectifs globaux et sectoriels, ses stratégies et projets, l'efficacité des divers organes du mécanisme institutionnel ainsi que les progrès réalisés et les difficultés rencontrées dans l'exécution du programme. Il ressort de l'évaluation que le programme de la deuxième Décennie, ses objectifs généraux et sectoriels ainsi que ses stratégies sous-sectorielles avaient été bien conçus et étaient cohérents. Toutefois, il était apparu que le fonctionnement des comités nationaux de coordination, du Comité de mobilisation de ressources et des groupes de travail sous-sectoriels et sous-régionaux laissait plutôt à désirer, essentiellement par manque de fonds.

5. L'intervenant a rappelé les principales raisons des difficultés, notamment le manque de fonds, et a relevé le danger que constituait l'existence apparente de deux programmes parallèles de développement des transports et des communications en Afrique, à savoir le programme des transports en Afrique subsaharienne (SSATP) et UNTACDA II. Il a exprimé le souhait que l'évaluation en cours du programme des transports en Afrique subsaharienne ferait clairement ressortir les avantages qu'il y avait à avoir un programme de développement homogène et cohérent des transports et des communications pour l'Afrique.

6. S'agissant de l'ordre du jour de la réunion, l'intervenant a indiqué que le programme d'action de la deuxième phase de UNTACDA II était l'un des principaux points de discussion de la réunion. Il a cependant souligné que ce programme était un projet dont la version finale ne serait mise au point qu'après d'autres consultations approfondies avec tous les membres du CCII, le but étant d'y intégrer leurs contributions et de préciser le partage des responsabilités entre tous les partenaires.

7. S'agissant des difficultés financières qu'avait connues et que continuait de connaître UNTACDA II, l'intervenant a indiqué qu'il était déjà évident qu'il n'y aurait pas de ressources extra-budgétaires pour compléter les maigres ressources des institutions chargées de l'exécution du programme alors que celui-ci continuait d'être crucial et indispensable. Dans ces circonstances, la seule voie à suivre était de mettre tout en oeuvre pour rendre endogènes les activités de la Décennie. Cela signifiait qu'il fallait incorporer dans le programme de travail ordinaire les activités UNTACDA II ou convenir des meilleurs moyens d'entreprendre collectivement des activités clairement définies à l'avance. Pour conclure, l'intervenant a souligné que si une telle approche n'était pas adoptée, l'exécution du programme de la Décennie pourrait déboucher sur des résultats décevants.

D. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail (point 2 de l'ordre du jour)

8. Les participants ont adopté l'ordre du jour suivant:

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail
3. Rapports sur la mise en oeuvre de UNTACDA II
 - a) Rapport de l'institution chef de file;
 - b) Rapport du CMR;
 - c) Rapports des groupes de travail sous-régionaux;
 - d) Rapports des groupes de travail sous-sectoriels;

4. Examen du rapport d'évaluation à mi-parcours du programme de UNTACDA II
5. Examen du projet de programme d'action pour la deuxième phase de UNTACDA II
6. Questions diverses
7. Date et lieu de la prochaine réunion
8. Adoption du rapport et clôture de la réunion
9. Les participants ont adopté le programme de travail ci-après:

Matin : 9 heures à 13 heures
Après-midi : 14h30 à 18 heures

Rapports sur la mise en oeuvre de UNTACDA II (point 3 de l'ordre du jour)

a) Rapport de l'institution chef de file

10. La CEA a présenté le document TRANSCOM/IACC/95-04(a) qui était un rapport intérimaire sur la mise en oeuvre de UNTACDA II pendant la période 1993-1994. Il y était indiqué que 456 des 669 projets figurant sur la liste des projets approuvés avaient fait l'objet d'un suivi. Sur le plan financier, un montant total de 5 milliards 252 millions de dollars E.U. avait été obtenu, soit 59% du coût estimatif des 456 projets, qui était de 8 milliards 870 millions de dollars E.U..

11. Le rapport indiquait que 47 projets avaient été menés à terme, 170 étaient en cours d'exécution, 76 autres étaient entièrement ou partiellement financés mais leur exécution n'avait pas encore été commencée, 132 n'avaient attiré aucun financement tandis que 31 avaient été abandonnés.

12. Des rapports avaient également été établis sur les activités liées à l'évaluation à mi-parcours, la Déclaration de Yamoussoukro sur une nouvelle politique aéronautique en Afrique, le Bureau des routes transafricaines, l'appui du PNUD à UNTACDA II, le projet de base de données sur les transports, la mise en valeur des ressources humaines et le développement des institutions ainsi que les bulletins d'information sur UNTACDA II.

13. Pour conclure, le représentant de la CEA a attiré l'attention des participants sur les annexes 1 et 2 du rapport, la première traitant de 39 nouveaux projets que le Comité de mobilisation des ressources recommandait d'inclure dans le programme et la seconde présentant une analyse détaillée des 456 projets dont on suivait l'exécution.

b) Rapport du Comité de mobilisation de ressources

14. Un représentant de la Banque africaine de développement (BAD), qui préside le Comité de mobilisation des ressources, a présenté le rapport de la seizième réunion du Comité, qui s'était tenue du 8 au 11 mars 1995 (document E/ECA/TCD/RMC/95-97). Ayant précisé que le Comité avait eu à son ordre du jour cinq questions de fond, il a rapidement exposé les résultats des débats concernant chaque point respectif.

15. La première question de fond portait sur les rapports relatifs aux activités menées à bien par les membres durant la période qui s'était écoulée depuis la précédente réunion du Comité. A cet égard, les membres suivants ont fait part de leurs principales activités: CEA (institution chef de file), BAD (président du Comité), OUA, PNUD et secrétariat du Groupe des Etats ACP. Ont également rendu compte de leurs activités les chefs de file des groupes suivants de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique: région de l'Afrique centrale (Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale - CEEAC), transport aérien (CEA) et services postaux (Union postale universelle - UPU).

16. Par ailleurs, le Comité avait examiné pour la deuxième fois le projet de rapport de la première évaluation à mi-parcours du programme de la deuxième Décennie. Il avait proposé une modification à la Recommandation 12 ainsi que l'ajout d'une recommandation supplémentaire relative au rôle des Etats membres.

17. En outre, le Comité avait examiné en détail son propre mandat et en avait recommandé une révision pour refléter ce qui avait été réalisé jusque-là. La révision proposée était annexée à son rapport (Annexe I). Le Comité de coordination interinstitutions (CCII) était invité à l'étudier et à présenter les recommandations voulues aux ministres.

18. Le Comité avait également examiné en détail la stratégie proposée pour améliorer la mobilisation des ressources au service du programme de la deuxième Décennie. Dans le cadre de cette stratégie, un document, intitulé "Strategy for Resource Mobilization: Catalog of Donors" (TRANS/RMC/95-06), avait été élaboré pour donner aux pays des précisions sur les bailleurs de fonds.

19. Le Comité avait en outre revu les critères de sélection des projets à inclure dans le programme de la deuxième Décennie; mais il avait conclu que les critères retenus à l'origine restaient valables et qu'aucun changement ne s'imposait pour le moment.

20. Le Président du CMR a indiqué que le Comité avait examiné en dernier lieu son programme de travail pour la période 1995-1997. Le programme de travail tel qu'il avait été approuvé était annexé au rapport du Comité en tant qu'annexe II.

21. Pour conclure, l'intervenant a demandé instamment au CCII de se pencher sur les propositions du Comité de mobilisation des ressources, surtout en ce qui concernait les recommandations issues du rapport d'évaluation, le mandat révisé et le programme de travail du Comité de mobilisation de ressources, et de donner à celui-ci les directives nécessaires.

22. Après un long débat, les participants ont recommandé que :

- i) le nouveau mandat du Comité de mobilisation des ressources qui tenait suffisamment compte des réalités soit approuvé;
- ii) le nom du Comité soit modifié pour tenir compte de son nouveau mandat; le nouveau nom proposé est **Comité consultatif de promotion du programme de UNTACDA II**;
- iii) la qualité de membre du nouveau comité soit donnée à tous les membres du Comité de mobilisation de ressources, d'autres membres pouvant cependant y adhérer après consultations avec le Bureau de la Conférence, lequel serait assister par la CEA;
- iv) les nouveaux termes de référence sont attachés à ce rapport comme annexe III.

23. Par ailleurs, il a été convenu qu'en ce qui concernait la réalisation de projets nationaux, sous-régionaux et régionaux, le rôle réservé à chaque catégorie de membre devrait figurer dans l'introduction du document intitulé "Strategy for Resource Mobilization".

c) Rapports des groupes de travail sous-régionaux

i) Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC)

24. Pour compléter les informations fournies dans le rapport de la réunion du Comité de mobilisation des ressources (paragraphe 27 à 30), le représentant de la CEEAC a fait part de ses préoccupations devant le retard pris dans la réalisation de certains projets dont le financement avait déjà été acquis. A cet égard, les participants ont recommandé aux Etats membres de ne ménager aucun effort, lorsqu'il y a des fonds disponibles, pour mener à bien les projets.

ii) Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC)

25. Le représentant de l'UDEAC a présenté un rapport d'activité sur l'exécution du projet T.I.P.A.C (Transit inter-Etats des pays d'Afrique Centrale) pour les divers couloirs de transport de la sous-région. Il a informé les participants que l'élaboration de ces projets avait été menée à bien et que le financement avait été acquis après l'approbation de la première liste de projets de la deuxième Décennie, en 1991. Il a suggéré l'inclusion

de ce projet dans la liste de ceux qui devaient être prochainement inscrits au programme de la deuxième Décennie et a lancé un appel à toutes les autres institutions de financement d'appuyer l'effort de l'Union Européenne dans le financement de ce projet..

iii) Autorité de coordination du transport de transit pour l'Afrique du Nord

26. Le secrétariat de l'Autorité de coordination du transport de transit pour l'Afrique du Nord n'avait pas de rapport officiel d'évaluation de son programme mais son représentant a fait savoir que ce rapport serait établi après la réunion des organes directeurs de cette institution, prévue pour avril. En outre, il a informé les participants que le programme de l'Autorité de coordination pour l'Afrique du Nord comportait de nombreux projets nouveaux qui seraient transmis à la CEA dès que les descriptifs seraient prêts, pour qu'ils soient dûment inclus dans le programme de travail 1995-1997 de la deuxième Décennie. Les participants n'ont pas soulevé d'objection à cette proposition.

iv) Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

27. Le représentant de la CEDEAO a fait un tour d'horizon des activités en cours dans les secteurs des transports et des communications dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Il a cité, entre autres, les progrès réalisés dans la mise en place du réseau routier trans-Afrique de l'Ouest, les mesures de coordination du transport aérien consécutives aux décisions prises à Maurice, le cabotage, la création de comités nationaux de contrôle sur la facilitation des transports, les études portant sur la mise en place de dispositifs de mise en oeuvre et de suivi des divers programmes et projets et les difficultés de la recherche des fonds nécessaires à la construction de nouvelles liaisons ferroviaires, malgré l'adoption du plan-cadre des transports ferroviaire et routier par les chefs d'Etat.

28. L'intervenant a informé les participants des difficultés de sa sous-région; il a demandé à l'institution coordonnatrice de donner à la sous-région une assistance pour la mobilisation des ressources.

29. Les participants ont pris note de la nécessité d'une coordination de la mise en oeuvre des projets dans les sous-régions et ont décidé d'inclure les plans d'action proposés par les groupes de travail sous-régionaux et sous-sectoriels dans le programme de travail de la deuxième Décennie pour la période 1995-1997.

d) Rapport des groupes de travail sous-sectoriels

i) Télécommunications

30. Le représentant de l'Union internationale des télécommunications (UIT), chef du Groupe de travail sur les télécommunications, a déploré le fait que l'insuffisance des ressources ait entravé les activités de son groupe. Il a néanmoins souligné que les télécommunications avaient connu une évolution rapide dans le monde en général et en

Afrique en particulier. A cet égard, il a cité certains progrès importants en Tanzanie, au Botswana et en Afrique du Sud ainsi que des programmes régionaux tels que le Projet IRIDIUM pour les satellites sur orbite basse et le projet AFRICA ONE par AT & T visant à installer un réseau de fibres optiques autour de l'Afrique. Il a en outre souligné que la participation du secteur privé au développement des télécommunications en Afrique augmentait de façon considérable.

ii) Transport maritime

31. Le représentant de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a rendu compte des activités de son groupe de travail. Il a mis en relief certaines activités relatives au Système d'information avancée sur les marchandises qui était appuyé aux niveaux national et sous-régional par l'Union Européenne.

iii) Développement d'industries

32. A la demande de l'ONUDI, chef du Groupe de travail, le représentant de la CEA a informé la réunion des activités entreprises par son Groupe de travail. Il a donné la composition du groupe, à savoir : ONUDI, OUA, PNUD, CEA, et l'identité des chefs des groupes de travail sous-sectoriels et sous-régionaux ainsi qu'un aperçu de l'allocation des responsabilités des membres du groupe, fondée sur les stratégies et le programme de travail arrêtés. En conclusion, il a indiqué que la mobilisation des ressources était d'une importance cruciale pour la mise en oeuvre du programme.

iv) Services postaux

33. Le représentant de l'Union postale universelle (UPU) a souligné qu'il avait déjà fait rapport sur les activités de son Groupe de travail à la seizième réunion du Comité de mobilisation de ressources (CMR) (voir paragraphe 24 à 26 du document E/ECA/TCD/RMC/95 - 07).

v) Transport aérien

34. En sa qualité d'organisme chef de file du Groupe de travail du transport aérien, la CEA a présenté le rapport du Groupe de travail en exposant tout d'abord le programme de travail que le Groupe avait élaboré et les activités qu'il avait entreprises depuis la Conférence des ministres africains des transports et des communications tenue en mars 1993 à Addis-Abeba. Le rapport couvrait : a) le séminaire des juristes aéronautiques tenu au Caire en 1994 avec une assistance financière du Fonds égyptien pour la coopération avec l'Afrique; b) la cinquième réunion du Groupe de travail qui s'était également tenue en Egypte et c) la réunion des ministres africains responsables de l'aviation civile, tenue à Maurice en 1994 en application de la résolution adoptée par les ministres en mars 1988.

35. En dépit des difficultés financières rencontrées, le Groupe de travail avait exécuté la majeure partie de son programme de travail et la CEA avait commencé à incorporer certaines activités du groupe de travail dans son programme de travail pour la période biennale 1996 - 1997.

36. Les membres du Groupe de travail avaient, individuellement et collectivement, fourni des efforts sur les plans financier et humain pour suivre le programme.

vi) Chemins de fer

37. L'Union africaine des chemins de fer (UAC), chef du Groupe de travail, n'a pas été en mesure de participer à la réunion. Cependant, dans le rapport qu'elle avait établi, l'UAC indiquait que les programmes existants et prévus en matière de chemins de fer et de transport ferroviaire étaient étroitement coordonnés en fonction des objectifs principaux et des stratégies qui avaient été arrêtés pour UNTACDA II.

38. Il a mis en relief les activités entreprises aux niveaux national, sous-régional et régional en appui :

- a) aux programmes de redressement et aux changements d'orientation;
- b) aux perspectives à long terme visant à créer les conditions propices au développement de l'entreprise;
- c) aux programmes à long terme pour l'intégration physique des réseaux ferroviaires.

vii) Routes et transport routier et transport urbain

39. Un fonctionnaire du secrétariat a informé la réunion que le secrétariat avait reçu une communication écrite de la Banque mondiale indiquant qu'elle n'assumerait plus son rôle de Chef des deux groupes de travail. Cette décision de la Banque mondiale était conforme au souhait qu'elle avait exprimé de réduire sa participation aux activités de la Décennie.

Examen du rapport d'évaluation à mi-parcours du programme de UNTACDA II
(point 4 de l'ordre du jour)

40. Le rapport de la première évaluation à mi-parcours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA II) (document TRANSCOM/951/Rev.1) a été présenté pour examen. La réunion a décidé qu'étant donné que le Comité avait précédemment examiné le rapport à sa dix-neuvième réunion, les discussions seraient axées sur les recommandations. Les recommandations ont été examinées successivement et les conclusions sont résumées ci-dessous.

- Recommandation 1 : Pas de modification
- Recommandation 2 : Il a été recommandé que l'opération de réévaluation soit achevée en 1995 et que son objectif soit de recentrer la priorité du programme sur l'intégration régionale.
- Recommandation 3: Après des discussions approfondies, il a été convenu de reformuler cette recommandation afin de faire apparaître clairement les responsabilités des Etats membres et de modifier les impératifs concernant les mesures d'appui de la part des autres participants en insérant la phrase "dans la mesure du possible".
- Recommandation 4 : Pas de modification.
- Recommandation 5 : Pas de modification.
- Recommandation 6 : Compte tenu de la proposition tendant à changer complètement le nom, la composition, le mandat et les activités du Comité de mobilisation des ressources (CMR), cette recommandation a été reformulée sans aucune référence au CMR.
- Recommandations 7 et 8: Pas de modification.
- Recommandations 9 à 11: Pas de modification.
- Recommandation 12 : Les modifications proposées dans le rapport de la seizième réunion du CMR ont été approuvées.
- Recommandations 13 et 14: Pas de modification.
- Recommandations 15 et 16 : Doivent être fusionnées et reformulées afin de souligner la nécessité d'un contrôle rigoureux de l'ensemble du programme par la CEA.
- Recommandations 17 et 18 : Pas de modification.
- Recommandation 19 : Pas de modification, mais elle devrait venir immédiatement après la recommandation 15.
- Recommandation 20 : La proposition figurant dans le rapport de la seizième réunion du CMR a été entérinée.

41. Les recommandations telles que proposées par le CCII figurent à l'annexe I du présent rapport.

Examen du projet de programme d'action pour la deuxième phase de la deuxième Décennie (point 5 de l'ordre du jour)

42. Le projet de programme d'action pour 1995-1997 (document TRANS/IACC/95-05) a été présenté par un fonctionnaire du secrétariat qui a rappelé la directive donnée par la Conférence des ministres à sa dixième réunion en 1993, à savoir qu'un programme de travail biennal doit être établi pour la mise en oeuvre de la deuxième Décennie en 1995-1996. Il a expliqué que la proposition actuelle couvra plutôt la période 1995-1997 afin de prévoir trois ans pour la mise en oeuvre de la prochaine phase du programme avant la prochaine évaluation à mi-parcours prévue en 1997.

43. Le document examiné a été élaboré par le secrétariat, en tenant compte des recommandations du rapport de la première évaluation à mi-parcours du programme. Il décrit les domaines de responsabilité entre tous les partenaires du programme pour des actions à mener aux niveaux national, sous-régional et régional. C'est au niveau régional que les membres du CCII devraient contribuer à la mise en oeuvre du programme. A cet égard, plusieurs activités ont été identifiées dans la proposition à exécuter au niveau régional par les membres du CCII.

44. Il a donc demandé aux participants d'examiner la proposition, en tenant compte de la nécessité pour chaque organisation membre du Comité d'inclure l'appui au programme de la deuxième Décennie dans ses activités institutionnelles. Cela était particulièrement important compte tenu du fait que les perspectives de disposer de ressources extrabudgétaires du moins pour les institutions des Nations Unies, étaient plutôt sombres. On espérait qu'à la fin de la réunion, les membres du Comité auraient indiqué les activités auxquelles ils participeraient.

45. En conclusion, il a indiqué que le projet de programme d'action recommandé par le Comité sera soumis aux ministres pour approbation.

46. Au cours des débats qui ont suivi, des éclaircissements ont été demandés sur les relations existant entre les projets approuvés en 1991 et les activités proposées dans le programme d'action pour la période 1995-1997. Le secrétariat a donné des explications, faisant valoir que la liste des projets pour 1991 n'incluait pas l'ensemble des questions thématiques pour lesquelles les ministres avaient demandé l'exécution d'activités spécifiques par les groupes de travail sous-sectoriels. Un programme pour la mise en oeuvre de ces questions thématiques avait été élaboré pour exécution dans le cadre du programme pour la période biennale 1993-1994. Toutefois, faute de ressources, ce programme n'avait pu être mené à bien et le programme d'action envisagé pour la période 1995-1997 ne devrait pas tenir de ces activités.

47. Etant donné que le document considéré était une proposition que le secrétariat avait soumise en vue de son enrichissement et de sa finalisation, la réunion a décidé de rebatiser le programme d'action envisagé pour 1995-1997 **Principes directeurs pour le programme d'action pour la période allant de 1995 à 1997.**

48. Concernant la mobilisation des ressources requises pour mettre en oeuvre le programme d'action, la suggestion visant à rechercher d'autres sources de financement a été acceptée. A cet égard, il faudrait étudier plus avant les mécanismes permettant de trouver des fonds extrabudgétaires.

49. La réunion a également convenu de la nécessité de favoriser l'harmonisation et la coordination des programmes de l'IDDA et de UNTACDA II. Précisément concernant la fabrication de matériels, la réunion a convenu d'inclure la fabrication de matériels de télécommunications dans les activités identifiées dans le projet de programme d'action.

50. S'agissant de la coopération interinstitutions, il a été souligné qu'il était important que le mandat du CCII dans le programme de la deuxième Décennie soit explicitement défini. A cet égard, il a été souligné que le rôle du CCII était considéré comme important et que c'était pour cette raison que les ministres ont recommandé que le CCII continue de fonctionner tout au long de UNTACDA II. La nécessité de consultations plus étroites entre les organismes et institutions participant à l'exécution du programme de la Décennie a également été soulignée.

Questions diverses (point 6 de l'ordre du jour)

51. Le représentant de la CNUCED a informé la réunion que les préparatifs de la neuvième session de la CNUCED étaient en cours et que cette session pourrait se tenir en République d'Afrique du Sud durant le premier trimestre de 1996. Il a en outre indiqué que l'une des questions qui serait discutée à cette réunion serait la technologie de l'information dans le domaine des transports. A cet égard, il a proposé que la Conférence des ministres examine une résolution sur la question en tant que base pour le développement de la technologie de l'information sur les transports en Afrique dans le contexte du programme de UNTACDA II.

52. La réunion a convenu qu'un projet de résolution à cet effet soit soumis à la réunion des experts pour examen et présentation aux ministres.

Adoption du rapport et clôture de la réunion (point 7 de l'ordre du jour)

53. La réunion a adopté son rapport après l'avoir amendé.

54. La réunion a été close par le président.

ANNEXE I
RECOMMANDATIONS

1. **Recommandation 1:** La deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique doit être considérée comme un cadre pour le développement des transports et des communications en Afrique à travers un effort de coordination et de coopération parmi les pays africains et leurs organisations, et entre l'Afrique et les partenaires internationaux de développement. Etant donné le fait que ce cadre comprend déjà des objectifs et stratégies globales et sous-sectoriels, un programme d'action pour la mise en oeuvre aux niveaux national, sous-régional et régional devrait être conçu en spécifiant clairement les éléments suivants:

- (i) calendrier pour la mise en oeuvre;
- (ii) besoin en ressources, disponibilité et leurs sources prospectives;
- (iii) répartition et description des responsabilités entre les différents partenaires.

2. **Recommandation 2:** Les projets inclus dans le document actuel de UNTACDA II, "Tome II: Projets approuvés en 1991" doivent être réévalués avant fin 1995, par les agences et les organisations d'exécution responsables en tenant compte de leur impact régional ainsi que d'une évaluation réaliste des ressources susceptibles d'être disponibles. Les objectifs de cet exercice sont de reconcentrer la priorité du programme sur l'intégration nationale.

3. **Recommandation 3:** Chaque participant de UNTACDA II devrait s'inspirer lors de l'élaboration de son programme de travail biennal, des sections pertinentes du programme d'action pour la mise en oeuvre. Une publication consolidée va être préparée tous les deux ans par la CEA comme un compendium des programmes de travail individuels sous le titre de "UNTACDA II: Programme de travail biennal". Au niveau national ce programme va inclure tous les projets prioritaires relatifs à l'investissement qui sont actuellement publiés sous le "Tome II: Projets approuvés en 1991". Au niveau sous-régional, les OIG participantes vont mettre en oeuvre, dans le cadre de leur programme de travail régulier, les éléments de UNTACDA II qui sont prioritaires dans leurs sous-régions respectives, et au niveau régional, des activités telles la formulation des politiques, la restructuration, les programmes d'intégration régionale, et la coordination des différents programmes de la région.

4. **Recommandation 4:** L'information sur UNTACDA II devrait être diffusée d'une manière systématique entre tous ses partenaires. A cet égard des publications devraient être préparées et largement disséminées. Des ateliers, des séminaires et des symposia devraient être conduits sur UNTACDA II aux niveaux national, sous-régional et régional. **Le Bulletin de UNTACDA II** devrait être utilisé plus efficacement comme moyen de communication à double voie de la Décennie, dans lequel, des contributions topiques de tous les partenaires seraient publiées. De façon similaire **des Fora de transport et des communications** devraient être organisés afin de débattre des questions de développement de ces secteurs et de diffuser l'information sur UNTACDA II.

5. **Recommandation 5:** Toutes les sources de financement devraient être explorées pour soutenir les activités opérationnelles du mécanisme de UNTACDA II pour améliorer la mobilisation des ressources pour les projets relatifs aux investissements des pays et des OIG africains. Des appels spécifiques devraient être lancés par le biais du Fonds des Nations Unies pour le Développement Africain, en plus des demandes pour l'augmentation des financements de l'Assemblée Générale des Nations Unies à travers le budget régulier de la CEA, et si les conditions changent, une démarche peut être faite auprès du PNUD pour continuer son assistance à UNTACDA II par le biais de ses allocations régionales du CIP. Au niveau national, les gouvernements devraient soutenir les activités des CNC.

6. **Recommandation 6:** Toute la stratégie de mobilisation des ressources pour le programme de UNTACDA II doit être examinée. Des plans d'action et des méthodes spécifiques doivent être développés pour mobiliser les ressources, tenant compte de la disponibilité des fonds pour les projets de développement africains dans les différentes institutions de financement. Une attention spéciale devrait être accordée à la planification financière et à l'évaluation du niveau raisonnable des cibles de financement disponibles pour le financement du projet dans le cadre du programme de la Décennie. Des sources alternatives de financement doivent être explorées et des plans d'action doivent être tracés lesquels incorporent une relation systématique entre le programme, les projets et les programmes régionaux d'action développés pour la mise en oeuvre du programme de la Décennie.

7. **Recommandation 7:** Des actions régionales devraient être initiées par les groupes de travail sous-sectoriels de manière à développer un cadre et une série d'actions pour les pays qui envisagent une commercialisation ou une privatisation des secteurs spécifiques des transports et des communications (tels que les opérations portuaires ou les ports, les télécommunications, les voies navigables, etc.).

8. **Recommandation 8:** Les Etats membres devraient, dans la mesure du possible, inclure les fonctions de coordination dans les structures existantes et mettre en place de nouveaux mécanismes seulement s'il n'existe pas d'organes de coordination. Ils doivent aussi fournir les ressources tant humaines que financières pour leur permettre de fonctionner efficacement. La composition de l'organe de coordination devrait être large, comprenant le secteur privé, les opérateurs et les usagers. Afin de permettre à l'objectif de l'organe de coordination de rester pertinent tout au long du programme de UNTACDA II, ses termes de référence devraient être révisés chaque fois que la nécessité se présenterait. A cet égard, la CEA devrait travailler en étroite collaboration avec les organisations sous-régionales pour assister les Etats membres.

9. **Recommandation 9:** Le futur programme de travail du CMR devrait être modifié et réorienté de manière à se concentrer strictement sur l'assistance aux pays dans la recherche, l'arrangement et la mobilisation des fonds pour les projets approuvés dans le cadre du programme. Le mandat du CMR devrait être révisé et son rôle clarifié auprès des partenaires de la Décennie et des OIG en particulier.

10. **Recommandation 10:** Le CMR doit se tenir à l'écart des activités techniques relatives à la préparation des projets, des études, etc. Les projets devraient être présentés dans un format et une qualité qui soient acceptables au CMR de manière à ce qu'il puisse se concentrer sur la vente effective des projets. A cet égard, toutes les institutions de financement du CMR doivent être encouragées à jouer un rôle plus actif dans le soutien du mandat du CMR en mettant à la disposition du CMR leurs ressources techniques. Une délinéation nette des responsabilités entre le soutien technique et la mobilisation des ressources doit être faite dans le mandat du CMR.

11. **Recommandation 11:** Les raisons sous-tendues de la médiocre participation de certains membres dans les activités du CMR devraient être examinées avec plus de sérieux. Toute réserve et conflits institutionnels potentiels concernant le programme de la Décennie devraient être explicitement débattus et si possible résolus. Leur participation dans les activités du CMR à un niveau substantiel devrait être assuré pour le reste de la Décennie.

12. **Recommandation 12:** Les groupes de travail sous-régionaux doivent être assignés à concevoir les programmes d'action régionale et par conséquent leur rôle doit être renforcé et soutenu par les Groupes de travail sous-sectoriels. A cet égard, tous les efforts devront être fournis par les Etats membres pour renforcer leurs institutions régionales en leur fournissant toute l'assistance technique nécessaire de manière à leur permettre de participer efficacement dans le programme de la Décennie.

13. **Recommandation 13:** L'expertise et les ressources techniques des groupes de travail sous-sectoriels devraient être systématiquement drainées pour le programme de la Décennie. Ces groupes de travail devraient aider à l'évaluation des projets dans leur domaine de compétence aux niveaux sous-régionaux. Tous les efforts possibles devraient être faits pour coordonner et intégrer les programmes de travail régionaux africains des agences des Nations Unies avec ceux de UNTACDA II.

14. **Recommandation 14:** La CEA devrait clarifier les malentendus persistants selon lesquels UNTACDA II serait principalement un moyen pour les financements extérieurs pour les activités nationales et sous-régionales; ces projets une fois inclus dans le programme seraient automatiquement financés par le CMR; ou bien que UNTACDA II serait un programme de la CEA et en tant que tel, les Nations Unies devraient fournir les financements pour sa mise en oeuvre. A cet égard, elle devrait lancer une campagne d'information pour éduquer tous les partenaires concernés de la Décennie sur son rôle dans UNTACDA II. En plus, la CEA devrait jouer un rôle beaucoup plus actif dans la conduite du programme de UNTACDA II et en même temps renforcer sa capacité à fournir l'assistance technique nécessaire pour soutenir la mise en oeuvre du programme.

15. **Recommandation 15:** Afin de permettre aux évaluations futures d'être significatives, il est impératif que des indicateurs de suivi complets et systématiques, comprenant des variables quantitatives et qualitatives et couvrant les projets et activités aussi bien relatifs aux investissements qu'aux études soient institués à chaque niveau d'action. En outre, les cibles à mi-parcours devraient être également définies.

16. **Recommandation 16:** Les groupes de travail sous-sectoriels assistés par les Groupes de travail sous-sectoriels, devraient réexaminer d'urgence et mettre à jour leurs objectifs cibles de contrôle respectifs et où c'est nécessaire, mettre en place des variables quantitatives pour certaines activités. Les Etats membres et les principales OIG doivent suivre et faire des rapports sur l'état d'avancement de leurs projets. Sur la base de cette information, la CEA devrait préparer un rapport consolidé sur l'état de mise en oeuvre de tous les projets de UNTACDA II.

17. **Recommandation 17:** Tous les projets purement nationaux qui sont conçus pour renforcer la réalisation des objectifs de UNTACDA II devraient être traités complètement au niveau sous-régional par l'OIG principale sous son mandat opérationnel. L'information sur de tels projets et leur état d'exécution devrait être contenue dans les rapports des principales OIG au CCII.

18. **Recommandation 18:** Les différents programmes d'action devraient être raffinés par la suite pour pouvoir converger vers des thèmes prioritaires pour lesquels le financement pourrait être obtenu soit à partir des budgets des organisations participantes soit de sources non-traditionnelles. Cette catégorie des projets devrait constituer le noyau de ce programme.

19. **Recommandation 19:** Les Etats membres devraient prouver qu'ils ont adopté UNTACDA II comme étant leur programme et devraient éviter la duplication des programmes et priorités au niveau des bailleurs de fonds. A cet égard, les stratégies de la Décennie devraient servir de base pour l'élaboration des projets devant être inclus dans leurs programmes d'investissement prioritaires nationaux. Par conséquent, aucun projet ne sera inclus dans le programme de UNTACDA II s'il ne fait pas partie du PIPN.

20. **Recommandation 20:** Le développement et la promotion des programmes et des projets des transports et des communications devraient être soutenus par une évaluation de leurs impacts sur l'environnement.

ANNEX II
LISTE DES PARTICIPANTS

LIST OF PARTICIPANTS/LISTE DES PARTICIPANTS

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (UNDP)

Mr. Jerome Ahouanmenou, UNDP Representative to OAU and Chief Liaison Office with ECA, Tel. 251 1 51 59 19, Fax No. 251 1 51 45 99 Addis Ababa, Ethiopia

Mr. Caleb Tamwesigire, JPO, UNDP, Addis Ababa, Ethiopia

Mrs. Meskerem Sheferraw, Consultant, UNDP, Addis Ababa, Ethiopia

UNIDO

Dr. Geoffrey Mariki, UNIDO Representative, P.O.Box 5580, Addis Ababa, Ethiopia, Tel. 251 1 514245, Fax No. 251 1 512733

UNEP

Dr. Stephen G. Kionga-Kamau, Industry Consultant, UNEP/ROA, P.O.Box 30552, Nairobi, Kenya, Fax No. 254 2 226928.

OAU/OUA

Mr. A.S. KORAM, Transport and Communications Division, OAU, Addis Ababa, Ethiopia, P.O.Box 3243, Tel 251 1 51 77 00, Fax No. 251 1 512622, Addis Ababa, Ethiopia

AFRICAN DEVELOPMENT BANK (ADB)

Mr. Byaruhanga William, ADB, BP V 316 Abidjan, Côte d'Ivoire, Tel. 20 41 54

Mr. K.Z.Nyaki, Transport Expert, Southern Region, ADB, P.O.Box 1387, Abidjan, Côte d'Ivoire, Fax (225) 20 49 02, Tel. (225) 20 40 47

AFRICAN, CARIBBEAN AND PACIFIC GROUP OF STATES (ACP GROUP)

Mr. S. Conde, Expert, Transport and Communications, ACP Secretariat, Avenue Georges Henri 451, 1200 Brussels, Telex 26 536 ACP-5, Fax 735 55 73, Tel. 733 96 00

AFRICAN AIRLINES ASSOCIATION (AFRAA)

Mr. Aberra Makonnen, Director Corporate and Industry Affairs, AFRAA, P.O.Box 20176, Tel: 501513, Fax: 502504, Nairobi, Kenya

ASECNA

Mr. Blaise Mbougoua Aby, Chef de Cabinet du Directeur Général de l'ASECNA B.P. 3144, Dakar, Senegal, Fax 221 234654

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE(ECCAS)

M. Théodore Niyomugabo, Directeur des Transports, des Communications et du Tourisme, B.P. 2112, Libreville, Gabon, Fax No. c/o UNDP (241) 74 34 99, Tlx 5780

ECOWAS/CEDEAO

Mr. Zaklu Gunubu, Principal Officer of Transport, ECOWAS Secretariat, 6 King George V Road, Lagos, Nigeria, Telex 22633, P.M.B 12745, Fax 2637052, Lagos, Nigeria

UNIVERSAL POSTAL UNION (UPU)

Mr. Richard Kigaraba, Administrator, Universal Postal Union, Weltpostrasse 4, 3000 Bern, Switzerland, Fax +41313503113, Tel. +4131/031 350 31 11 Tlx. 912 761 UPU CH

UNCTAD/CNUCED

Mr. K. Yeboah-Konadu, Human Resources Development Adviser, Services Development Division, UNCTAD, Palais des Nations, 1211 Geneva, Switzerland, Tel: (4122) 9072062, Fax: (4122) 9070049

INTERNATIONAL TELECOMMUNICATIONS UNION (ITU/UIT)

Mr. Walter Brown, Head ITU Regional Office for Africa, P.O.Box 60005 Addis Ababa, Ethiopia, Fax No., Tel....., Tlx.....

**PERMANENT SECRETARIAT OF THE TRANSIT TRANSPORT CO-ORDINATION
AUTHORITY OF THE NORTHERN CORRIDOR (TTCA)**

Mr. Silas Kanamugire, Transport Economist, Transit Transport Co-ordination
Authority of the Northern Corridor, P.O.Box 95341, Fax 254-11-311572, Tel. 254-11-
228924 Mombasa, Kenya

AFRICAN ADVANCED LEVEL TELECOMMUNICATIONS INSTITUTE (AFRALTI)

Mr. L.Y.Zinyemba, Director, AFRALTI, P.O.Box 58902, Nairobi, Kenya, Fax 444483,
Telex 25030.

UDEAC

Mr. N'Dala Benjamin, Directeur du Department des Transport et Communications,
UDEAC, P.O.Box 1004, Fax 236 61 21 35, Bangui, Republique Centrafrique

WORLD BANK

Ms. A. Sena Gabianu, Resident Mission, P.O.Box 5515, Addis Ababa, Ethiopia

SECRETARIAT

Mr. M. Bongoy, Chief, Transport, Communications and Tourism Division, ECA, P.
O. Box 3001, Tel. 516551, Tlx. 21029 UNECA, Fax 514416 or 510391, Addis Ababa,
Ethiopia

Mr. R. Okello, Chief, Communications Unit

Mr. D. Ngangmuta, EAO, TCTD, Addis Ababa, Ethiopia

Mr. H. Koumare, EAO, TCTD, Addis Ababa, Ethiopia

Mr. P. Were, EAO, TCTD, Addis Ababa, Ethiopia

Mr. M.E.Dhliwayo, EAO, TCTD, Addis Ababa, Ethiopia

Mr. A. Tchibozo, EAO, TCTD, Addis Ababa, Ethiopia

Mr. C. Miraruro, EAO, TCTD, Addis Ababa, Ethiopia

ANNEXE III

TERMES DE REFERENCE DU COMITE DE MOBILISATION DE RESSOURCES

Projet des Termes de référence révisés du
Comité de mobilisation des ressources (CMR)

1. Un Comité de mobilisation des ressources a été créé et est composé de la BAD, de l'OUA, du PNUD, du groupe ACP, de la BADEA, de la Banque mondiale de la CEA et des présidents de tous les groupes sous-régionaux et sous-sectoriels de travail. La CEA devra aussi fournir les services de secrétariat au Comité.

2. Le Comité de mobilisation des ressources est avant tout chargé de la promotion efficace du programme de la Décennie. A cette fin, il s'efforcera d'élaborer des méthodes pour une mobilisation efficace des ressources pour le programme, en particulier pour évaluer périodiquement le programme de la Décennie avec les organisations sous-régionales, pour s'assurer de sa viabilité financière.

3. Lors de la phase préparatoire du programme de UNTACDA II, les tâches du CMR, entre autre, étaient:

- (i) de conseiller l'agence chef de file et le Comité de coordination inter-institutions sur les directives pour la préparation du programme de chaque agence ou groupe d'agences, sur le suivi des activités préparatoires et sur la coordination et l'harmonisation de leurs programmes;**
- (ii) de rechercher des ressources financières et techniques pour soutenir les agences et les groupes d'agences dans la préparation de leurs programmes de la Décennie; et**
- (iii) de sensibiliser les Etats membres sur la nécessité d'accorder une priorité aux projets favorisant la réalisation des objectifs clés de la Décennie et d'inclure ces projets dans leurs programmes prioritaires.**

4. Lors de la phase de mise en oeuvre de la Décennie, le travail du Comité de mobilisation des ressources sera:

- (i) de conseiller le CCII sur le contexte macro-économique qui prévaut en Afrique et les contraintes économiques qui en résultent ainsi que les besoins en développement du secteur;**
- (ii) d'évaluer la viabilité financière des projets sous-régionaux et régionaux proposés pour le programme;**

- (iii) à promouvoir activement le programme de la Décennie et les projets prioritaires à l'intérieur de l'Afrique en diffusant, entre autres, l'information sur le programme de la Décennie et les projets aux différentes agences de financement et aux institutions des bailleurs de fonds. Ceci peut être fait à travers la préparation, l'organisation et la participation aux tables rondes, aux réunions des groupes consultatifs et aux conférences des bailleurs de fonds avec pour objectif de mobiliser des ressources pour les programmes sectoriels des transports et communications de l'Afrique;
- (iv) de conseiller les Etats membres, les OIG et les ONG sur les sources potentielles de financement pour leurs projets de UNTACDA II, sous réserve de l'intérêt des organismes de financement;
- (v) de collaborer avec et conseiller sur leur demande, les différentes agences bénéficiaires, les organisations régionales et sous-régionales, dans la promotion des programmes et projets régionaux économiquement viables de UNTACDA II;
- (vi) d'entreprendre des évaluations régulières des efforts de mobilisation des ressources et de soumettre ses rapports et recommandations à la Conférence des ministres à travers le CCII.